

ANEX-CABANIS, Danielle. La présence protestante dans la vie politique montalbanaise après la création du département de Tarn-et-Garonne. In : DELVIT, Philippe. Dir. Bicentenaire du département de Tarn et Garonne : genèse, formation, permanence d'une trame administrative. Toulouse : PUSS, 2008

**LA PRESENCE PROTESTANTE DANS LA VIE POLITIQUE
MONTALBANAISE APRES LA CREATION DU
DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE**

**par Danielle Anex-Cabanis,
professeur des Universités**

Lors des commémorations d'abord du tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes, puis plus récemment du bicentenaire de l'édit dit de tolérance, plus d'un s'est plu à rappeler les pertes subies par le royaume se privant des adeptes de la RPR¹ et le bénéfice lié à leur réintégration dans l'ordre étatique². C'est donc un thème relativement convenu qui permet de se rassurer, puis que le bien a triomphé du mal. Les méchants ont perdu et l'ouverture a payé. La réalité mérite en fait plus de nuances et n'est de surcroît jamais exempte de quelques paradoxes.

Malgré la révocation et les édits relatifs à la transmission des biens autorisée aux seuls catholiques³, les protestants n'avaient pas disparu du royaume, ce que prouvent, si besoin en est, d'ailleurs la guerre contre les Camisards cévenols et les procès toulousains (Calas, Sirven, Rochette) qui ont suscité la salutaire colère de Voltaire et son combat pour la tolérance⁴, et

¹ RPR = la religion prétendument réformée

² On peut mentionner entre autres le beau livre de Jean BAUBEROT, *Le retour des huguenots , la vitalité protestante, XIX^e-XX^e siècles*, Paris 1985 ou encore l'excellent Patrick CABANEL, *Les Protestants et la République*, Bruxelles, 2000.

³ Cf. édit de Nantes.

⁴ VOLTAIRE, *Le traité sur la tolérance*, Paris 1763 et pour un point récent Jean-Luc CHAPPEY, « *Qu'est-ce que la tolérance ? Perspectives sur Voltaire* sous la direction de Jürgen SIESS, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 2002, 174 p. », compte rendu in *Annales historiques de la Révolution française*, numéro 332

tout ce que l'on connaît bien maintenant de l'Église réformée du Désert⁵. Ils s'étaient faits discrets, revêtant une sorte d'habit passe-muraille, ce qui avait conforté le sentiment du roi que les derniers irréductibles étaient en passe de se convertir, alors qu'ils étaient bien présents⁶.

La prospérité de Montauban reposait au demeurant assez largement sur sa bourgeoisie protestante, travailleuse, active en particulier dans le secteur textile⁷, qui n'hésitait pas pour maintenir sa position à encourager la conversion d'une personne par génération, ce qui sauvait le patrimoine familial⁸. Cela n'a pas suffi pour maintenir des activités réellement bénéficiaires. Le déclin est annoncé, il se confirmera allègrement au XIX^{ème} siècle⁹. Il n'y avait toutefois pas vraiment de communauté protestante dans laquelle se seraient retrouvées fraternellement toutes les catégories sociales¹⁰. Aux bourgeois de Montauban ne sont associés que des groupes plutôt isolés de paysans modestes, cantonnés dans quelques villages, ainsi Nègrepelisse. Les uns comme les autres vont réagir surtout en fonction de leurs intérêts catégoriels, ce qui n'exclut pas quelques épisodes identifiables comme réformés. La reconquête d'un lieu de culte en fait partie¹¹. On peut en dire autant de la participation enthousiaste de quelques protestants aux

⁵ Nombreux ont été les ouvrages qui leur ont été consacrés depuis Jean Paul CHABROL, *Histoire des Eglises du Désert*, Paris 1841 ; Napoléon PEYRAT, *Histoire des pasteurs du Désert depuis la révocation de l'Édit de Nantes jusqu'à la Révolution française, 1685-1789*, Paris-Valence, 1842 ; Edmond HUGUES, *Les Synodes du Désert*, Paris 1891, 3 volumes ; Janine GARRISSON, *L'Édit de Nantes et sa révocation, Histoire d'une intolérance*, Paris 1985 ; Laurent THEIS, Roger ZUBER, *La révocation de l'édit de Nantes et le protestantisme français en 1685*, Actes du Colloque de Paris (1085), Paris 1986. On lira aussi avec profit les travaux d'Elisabeth LABROUSSE.

⁶ Cf. les travaux de Daniel LIGOU, en particulier ses *Documents sur le protestantisme montalbanais au XVIII^{ème} siècle*, Toulouse, s.d., cité *Documents*, ainsi que sa monumentale thèse, *Montauban, à la fin de l'Ancien Régime et aux débuts de la révolution, 1787-1794*, Paris, 1958, cité *Thèse*.

⁷ Cf. LIGOU, *Thèse*, p. 69 et s. ainsi que du même, ses développements dans *l'Histoire de Montauban*, Toulouse.

⁸ Cf. Christine MENGES, *La Cour des Aides et Finances de Montauban*, thèse droit Toulouse 1987.

⁹ Cf. LIGOU, thèse, p. 88 et s.

¹⁰ Même s'il existe une sorte de revendication de la spécificité protestante fort bien exposée par Janine GARRISSON, dans *L'homme protestant*, Paris, 1980, il ne faut pas en exagérer la portée. Ce sont des tendances tout au plus, elles sont toujours susceptibles de s'effacer devant d'autres impératifs tenus pour prioritaires.

¹¹ Cf. Sébastien RIVIERE, « Montauban, entre révolutions et religions ; 1787 – 1830 », in *ARKHEIA*, n° 2-3, 2000.

Présence protestante dans la vie politique montalbanaise

fêtes révolutionnaires qui émaillent la fin du XVIII^{ème} siècle à Montauban comme dans d'autres villes françaises¹². Cela n'exclut d'ailleurs pas la participation de quelques ecclésiastiques dont il n'est pas certain qu'ils aient été tous membres du clergé jureur¹³. Les paysans, à l'instar de leurs concitoyens catholiques, rêvent surtout d'un accès à la terre dont ils se voient volontiers comme les propriétaires légitimes, tandis que les bourgeois, comme partout, s'imaginent efficaces détenteurs d'un pouvoir qui devrait leur revenir grâce à un ordre juridique privilégiant le mérite et non la naissance¹⁴. Ce sentiment est renforcé par le fait que l'Ancien Régime les excluait absolument de tout et que leur survie au sens propre dépendait de leur acceptation de la règle. Le nouvel ordre leur donne une chance qu'ils saisissent à bras le corps et ils entrent nombreux à la municipalité¹⁵. Cela signifie clairement une distanciation forte avec les anciens ordres privilégiés, mais cela n'entraîne absolument pas un réel goût pour l'égalité. Ils sont dans la ligne que définira plus tard Benjamin Constant, un de leurs coreligionnaires, dans son fameux essai comparatif sur la liberté des anciens et des modernes¹⁶.

On peut toutefois admettre que les protestants, en tant que tels, ne se sentent guère solidaires de l'ordre traditionnel, qui leur a rendu la vie difficile, malgré le bien tardif édit de tolérance de 1787, et ils peuvent être crédités d'une sorte de fibre patriotique, qui, dans les premiers temps révolutionnaires, l'emporte sur des solidarités de classes, d'autant que l'évolution va assez largement dans le sens de leurs préoccupations majeures. Cela explique la méfiance des élites traditionnelles qui jouent non sans mauvaise fois la confusion patriotes-protestants, en accusant ces derniers de nourrir d'infâmes desseins tels que reprendre la cathédrale pour l'affecter au culte réformé, avant d'égorger tous les catholiques !¹⁷ Les réformés vont en fait naviguer à vue entre la défense de leurs intérêts et les évolutions nationales. Jeanbon Saint-André¹⁸, qui fut pasteur à Montauban, n'oublie pas sa terre d'origine et il est en relations avec eux et lors des différends entre le comité de surveillance et les autorités locales, il joue un

¹² Cf. Victor MALRIEU, *Les fêtes civiques à Montauban pendant la Révolution*, Montauban, 1929, texte enrichi d'une conférence prononcée le 6 avril 1921.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ LIGOU, *Thèse*, p. 189 et s. et du même *Histoire de Montauban*.

¹⁵ *Idem*, *Thèse*, p. 206 et s., puis 245 et s.

¹⁶ Benjamin CONSTANT, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, Paris 1819.

¹⁷ LIGOU, *Thèse*, p. 221 et s.

¹⁸ *Idem*, *Thèse*, p. 70.

rôle pacificateur. Cela n'empêchera pas le camp traditionaliste de l'accuser d'amasser des armes et de corrompre les militaires¹⁹. La tentation fédéraliste n'a pas de suite et cela partiellement parce que le mouvement étant basé à Bordeaux et Agen, il ne suscite aucune solidarité protestante. La bourgeoisie locale entend mieux le discours de réaction contre la menace étrangère. Dans ce sens, l'évolution socialement plutôt conservatrice du Directoire, du Consulat et de l'Empire leur convient, car globalement bourgeois et paysans voient satisfait leur goût pour l'ordre et la rigueur, considérant ensemble qu'il faut contrôler l'éventuelle folie des villes²⁰, se lançant dans l'agitation et la contestation de manière inconsidérée, ce qui a conduit à la Terreur qu'ils récusent totalement²¹. Napoléon est leur homme et cette convergence, on l'admet généralement, n'est pas pour rien dans la création du département. On peut alors relever que les protestants vont être de fait sur-représentés, tant localement que nationalement, ce qui a contribué à leur prêter un rôle bien exagéré dans le déroulement des événements révolutionnaires et plus largement dans la mutation institutionnelle du XIX^{ème} siècle, qu'il s'agisse de leur attribuer le mérite de la mise en place de la République et plus largement des idées de progrès²² ou au contraire de les accuser d'avoir contribué à l'effondrement d'un ordre juste, comme le proféra avec tant de haine Charles Maurras qui les considérait, aux côtés des francs maçons, des juifs et des étrangers, comme un de ces quatre Etats confédérés qui minaient la vraie France, abattue par la monstrueuse collusion des trois R (Réforme, Révolution et Romantisme)²³.

¹⁹ *Idem*, *Thèse*, p. 223.

²⁰ C'est d'ailleurs un thème récurrent de l'histoire sociale française. Que l'on songe à l'assimilation de « classes laborieuses » et « classes dangereuses » visant les ouvriers ou la volonté de Thiers, après la commune de Paris, d'en effacer le souvenir en s'appuyant sur la supposée sagesse provinciale et rurale. Crémieux ne s'y trompera pas en invectivant les paysans, qu'il apostrophe en disant : *Majorité rurale, honte de la France*, dans son célèbre discours de 1871. Il sera d'ailleurs arrêté et fusillé, après avoir refusé un compromis à ses yeux déshonorant qui lui aurait valu la grâce de Thiers qui écrivait à son épouse : « J'aime beaucoup votre diable de mari. Il est un peu trop poète, mais il a du bon sens et nous ferons quelque chose de lui, aussitôt que ses cheveux auront blanchi » (Pour plus de détails voir Roger VIGNAUD, *Gaston Crémieux*, Aix-en-Provence 2003.

²¹ Cf. entre autres André ENCREVE, *Les protestants en France de 1800 à nos jours*, Paris 1985.

²² LIGOU, *Histoire*.

²³ Michèle SACQUIN, « Entre Bossuet et Maurras, l'antiprotestantisme en France de 1814 à 1870 », *Mémoires et documents de l'Ecole des Chartes*, n° 54, Paris 1999 ; Ernest RENAULD, *Le péril protestant*, Paris 1999 ; *Idem*, *La conquête*

Présence protestante dans la vie politique montalbanaise

L'Académie protestante²⁴ installée à Montauban leur donne une légitimité intellectuelle nationale, d'autant plus importante que pendant le temps des proscriptions, le protestantisme français était dans la dépendance, en termes de formation, des académies de Lausanne et de Genève²⁵, cœur du Refuge Huguenot, qui a joué un rôle déterminant dans l'émergence de la Suisse comme puissance économique. Ce n'est pas par hasard si ce phénomène a contribué à affirmer le lien entre réforme religieuse et développement, ce que soulignait avec admiration Max Weber, dans sa célèbre *Ethique du protestantisme*²⁶ et que fustigeaient avec la même détermination ceux qui s'en prenaient à une domination machiavélique des anglo-saxons protestants au détriment du monde catholique²⁷. Les réformés montalbanais espèrent vivement que leur ville, dont l'économie fléchit, va y retrouver un certain lustre. Ils se lancent dans la création d'écoles²⁸ tant parce qu'ils ont un projet éducatif que par anticléricalisme, notamment lorsque Napoléon lâche en quelque sorte le primaire aux religieux²⁹. Ils rentreront dans le giron de l'école publique sans hésiter lorsque Jules Ferry donnera définitivement corps à l'école publique, laïque, gratuite et

protestante, Paris 1999 ; Jean BAUBEROT et Valentine ZUBER, *Une haine oubliée, l'anti-protestantisme avant le « Pacte laïque », 1870-1905*, Paris 2000.

²⁴ André ENCREVE, *Les protestants français au milieu du XIX^{ème} siècle*, Genève 1986, p. 86 et s. ; LIGOU, *Histoire de Montauban*. Cf. aussi Ernest ROCHAT, *Le développement de la théologie protestante au XIX^{ème} siècle*, Genève 1942 ; Karl BARTH, *La théologie protestante au XIX^{ème} siècle*, Genève 1969.

²⁵ Hubert BOST, « De la secte à l'Eglise : la quête de la légitimité dans le protestantisme méridional du XVIII^{ème} siècle » *Rives Nord-méditerranéennes*, 2^e série, en ligne <http://rives.revues.org> ; sous la direction du même : « Entre Désert et Europe : le pasteur Antoine Court », *Actes du Colloque de Nîmes de 1995*, Paris 1998 et enfin le remarquable ouvrage de Claude LASSERRE, *Le séminaire de Lausanne*, BHV, Lausanne 1999.

²⁶ *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* est paru en allemand en 1905. En français, la traduction parue chez Plon en 1964 est de bonne facture.

²⁷ En dehors des vitupérations de l'Action française déjà évoquée, on se reportera avec profit à l'abondante bibliographie canadienne et irlandaise sur ce thème, traité avec une passion souvent peu compatible avec la rigueur scientifique...

²⁸ Cf. le numéro spécial de revue *Histoire de l'éducation* - numéro 110 - mai 2006 « Les protestants, l'école et la laïcité XVIII^e-XX^e siècles » sous la direction de Patrick CABANEL et André ENCREVE.

²⁹ Cf. LIGOU, *Histoire de Montauban*, p. 247.

obligatoire : elle satisfait leur goût pour l'égalité des chances, l'indépendance de l'esprit et le sens critique³⁰.

La Faculté de théologie³¹ n'apportera pas tout ce qu'en espéraient les religionnaires : même si l'on peut admettre une bonne qualité générale des enseignants³², la faculté de Montauban, à la différence de celles de Montpellier et Strasbourg, est isolée, elle ne fait pas partie d'une Université pluridisciplinaire et il lui manque l'élargissement culturel dont bénéficient les autres établissements, même si sur le plan de la seule théologie, elle a un réel renom, regroupant largement plus de la moitié des étudiants pasteurs³³. Jusqu'en 1852, les professeurs sont nommés par le ministre, alors que le décret du 17 septembre 1808 prévoyait un recrutement par concours. C'est

³⁰ Cf. entre autres Robert GARRISSON, « Les protestants de Montauban et du Tarn-et-Garonne dans les débuts de la Troisième République », *Actes du Colloque des 3-6 octobre 1978*, Paris, p. 685 et s.

³¹ Cf. le site du *Musée virtuel du protestantisme français* : une fois admis à la faculté (et recommandé par le conseil presbytéral de sa paroisse), l'étudiant effectue 5 années d'études. Les deux premières années forment l'« auditoire de philosophie », années préparatoires, consacrées essentiellement aux langues : on apprend l'hébreu qui permet l'accès à l'Ancien Testament, on se perfectionne en latin et en grec, ainsi qu'en anglais ou allemand. Une dissertation en français est faite par semaine. Les élèves suivent aussi des cours de philosophie, d'archéologie biblique, d'histoire des religions de l'antiquité et de leurs systèmes moraux, et de littérature des Pères de l'Église. Les examens sont semestriels. Les trois autres années forment l'« auditoire de théologie », où l'on accède après avoir réussi l'examen dit d'« ascension ». On y étudie l'exégèse de l'Ancien et du Nouveau Testament, la théologie historique, la théologie dogmatique, la théologie pratique. S'y adjoignent des cours de sciences physiques et naturelles, des exercices de catéchisation et de prédication, avec le concours du consistoire de Montauban. Les examens sont semestriels. Au bout de 5 ans, les étudiants âgés d'au moins 25 ans, qui ont « donné des preuves satisfaisantes de capacité religieuse et morale », sont autorisés à se présenter à l'examen qui leur permettra d'obtenir le grade de bachelier en théologie, indispensable pour être nommé pasteur. Cet examen se compose d'épreuves écrites et orales portant sur chacune des branches de la théologie et d'épreuves pratiques : « composer et réciter un sermon en quatre jours sur un texte donné par la Faculté ». Il faut enfin soutenir un petit mémoire, appelé « thèse ». Si l'on veut se consacrer à l'enseignement de la théologie, il est possible de poursuivre ses études jusqu'au grade de licencié, puis de docteur en théologie.

³² Les enseignants ne sont pas au sommet de l'élite intellectuelle et cela d'autant plus que les querelles intestines entre défenseurs d'une Eglise publique et ceux qui rêvent d'une totale liberté de l'Eglise, les privent de postulants remarquables, ainsi Alexandre Vinet qui fera le bonheur des Romands, faute de s'installer en France (cf. André ENCREVE, *Protestants français au milieu du XIX^{ème} siècle*, p. 120 et s.)

³³ *Ibidem*, p. 125 et s.

Présence protestante dans la vie politique montalbanaise

sans doute, outre le souci de contrôle, l'expression de la volonté d'équilibrer entre les différentes tendances. Pour la même raison, le gouvernement impérial s'est réservé un droit de regard sur le contenu des enseignements³⁴, Bonaparte craint en effet que trop divisés, les protestants ne créent des difficultés au gouvernement et à l'administration, puisque, comme on le disait ironiquement dans l'Ouest, lorsque trois protestants sont réunis, il y a quatre opinions !

Les étudiants avaient la possibilité d'être logés dans un bâtiment commun, curieusement appelé le séminaire ou d'être logés en ville. Plusieurs procès-verbaux de police laissent entendre que vocation ou pas, ces apprentis pasteurs étaient souvent dissipés et étaient connus pour manquer leurs cours et boire plus que de raison.

Politiquement les protestants se méfient du régime de la Restauration, étroitement associé à l'Eglise catholique, en tout cas pendant le règne de Charles X qui aurait bien aimé les réduire à néant, alors que Louis XVIII qui en avait connu quelques-uns en exil a une attitude plus ouverte. Ils sont en revanche parfaitement en phase avec la monarchie de juillet. Le roi Louis-Philippe recrute dans leurs rangs, que l'on pense au banquier Lafitte ou à François Guizot qui dirigea longuement officiellement ou officieusement le gouvernement et dont le manque d'ouverture sociale, en partie responsable de la chute de 1848 sera souvent présentée comme une illustration de la rigidité du protestantisme³⁵. Les Montalbanais ne font pas exception : certains d'entre eux jouent d'ailleurs à fond le jeu du roi dans les assemblées locales où ils contrebalancent le poids de l'aristocratie catholique et légitimiste³⁶. A niveau national, même s'il s'agit de faits privés, les unions de trois enfants royaux avec des protestants ne manquent pas de susciter un regard bienveillant que la piété affichée de la reine Marie-Amélie ne trouble pas. La loi Guizot sur l'instruction publique va dans leur sens puisqu'elle écarte la menace de conversion plus ou moins forcée des enfants, car depuis la célèbre déclaration de Madame de Maintenon, affirmant en 1685 qu'elle « n'aurait peut-être pas les parents, mais qu'elle aurait les enfants », la lutte avait été engagée à l'avantage du camp catholique. Là où les protestants sont majoritaires, leurs enfants vont à l'école publique et là où ils sont

³⁴ André ENCREVE, *Protestants français au milieu du XIX^{ème} siècle*, p. 71 et s.

³⁵ Cf. entre autres Jean-Miguel PIRE, *Sociologie d'un volontarisme culturel fondateur, Guizot et le gouvernement des esprits, 1814-1841*, Paris 2002 ; M. VALENSISSE (sous la dir. de) : *François Guizot et la culture politique de son temps*, Paris 1991.

³⁶ André TUDESQ, *Les grands notables en France (1840-1849)*, Paris 1964, 3 vol., en part. t. 1, p. 152 et s.

minoritaires, on crée des écoles confessionnelles privées³⁷. Cela étant, il y a des protestants légitimistes, très minoritaires c'est un peu l'association de la carpe et du lapin, et une frange républicaine croissante, ce qui se confirmera en 1848³⁸, pour se nuancer fortement par la suite.

L'étude très précise de Robert Garrisson sur les protestants montalbanais au début de la III^{ème} république montre une réalité fort contrastée. Les Républicains modérés de 1848 ont voté massivement pour l'Empire en 1852 : ce ne sont pas moins de 54 900 oui contre 768 non qui incarnent le vote protestant³⁹ et en 1869, malgré le désastre de la guerre du Mexique, ils sont encore 40 164 à soutenir Napoléon III. Ils sont clairement conservateurs dans les campagnes et cela n'a rien à voir avec leur appartenance religieuse, puisque les quelque 3 500 protestants de Montauban associés aux catholiques libéraux de Castelsarrasin et de Moissac vont donner l'impulsion et l'enthousiasme nécessaires à l'avènement de la III^{ème} République. Ce sont clairement les descendants de ces négociants, manufacturiers et autres marchands en gros, plus ou moins exclus des professions libérales, qui avaient fait de Montauban la première ville industrielle et commerciale du Sud-Ouest⁴⁰, puisqu'on trouvait leurs produits aussi bien au Canada qu'en Orient, après un transit par Marseille. L'activité économique avait entre temps décliné, au profit notamment de Castres et Mazamet qui avaient alors su s'adapter aux nouvelles technologies⁴¹ et gagneront pratiquement un siècle de prospérité avant de connaître à leur tour un irrémédiable déclin dans le dernier quart du XX^{ème} siècle⁴².

Les bourgeois montalbanais vivent de l'accumulation de leurs prédécesseurs, croyant que la stabilité de leurs revenus est garantie. Ils se partagent entre leurs hôtels particuliers urbains et de belles campagnes éloignées de quelques kilomètres du centre et qui leur assurent quelques revenus, fruits, légumes et œufs chaque semaine. Eduquée, cette bourgeoisie a souvent de belles bibliothèques. Nombreux sont les ressortissants de ces familles protestantes qui s'illustrent dans des écrits, des traductions de qualité. Membres de l'Académie locale ou de la Société archéologique fondée en 1866 par Gustave Garrisson, ils s'intéressent à la terre et avec dynamisme

³⁷ André ENCREVE, *Protestants français au milieu du XIX^{ème} siècle*, p. 158-159

³⁸ *Ibidem*, p. 368 et s.

³⁹ R. GARRISSON, p. 687.

⁴⁰ *Idem*, p. 688.

⁴¹ *Idem*, p. 689.

⁴² Cf. dans ce sens les publications INSEE sur l'activité économique et la démographie dans le département du Tarn.

Présence protestante dans la vie politique montalbanaise

et goût pour les nouvelles techniques, ils fondent les sociétés d'horticulture et de viticulture.

Qu'ils aient opté religieusement pour le protestantisme orthodoxe ou pour le libéralisme, politiquement ils ne craignent que le retour d'une alliance entre l'Etat et l'Eglise catholique, dont ils se doutent qu'elle se ferait à leurs dépens. Ils ont peur de la démocratie, dès lors que le peuple est manipulable et ce sont bien les élites protestantes qui se sont investies dans la fondation de la république où elles occupent une place disproportionnée jusqu'à la fin du siècle, avec les attaques mentionnées plus haut. Le montalbanais Gustave Garrisson joue un rôle prééminent et sera élu au Sénat et jusqu'à sa mort en 1897, il domine la vie politique du département, cumulant de nombreux mandats et entretenant des relations suivies avec les notables protestants de la France entière. On peut sans doute bien parler d'un effet de réseau, mais il est plus relationnel que de pouvoir et sinon pour exprimer la plus grande méfiance à l'égard de tout ce qui serait un parti catholique, les protestants montalbanais, à l'instar de ceux de tout le pays n'expriment plus guère une position spécifique, mais sont plutôt les représentants de leur appartenance sociale, par définition diverse.

Relativement, la part des protestants dans la population diminue, ils pratiquent moins, leurs enfants encore moins ou épousent des catholiques qui transmettent, à défaut d'une foi, un état civil catholique à leur descendance. Il y a bien eu une représentation protestante, un engagement plus important que la place dans la population, mais sinon dans la vigilance à l'égard des catholiques, il n'est pas si différent de celui du reste de la population. Les autres avaient aussi leurs bourgeois éclairés et leurs notables obtus, leurs paysans conservateurs et leurs adeptes du progrès. La géographie électorale vient conforter tout cela de manière très nette depuis les travaux d'André Siegfried et ses continuateurs. Le retour, cela a été d'abord la fin de l'exclusion et sans doute moins qu'on aimerait le croire le départ de la rénovation et du progrès.